

# COMMENTAIRE GÉNÉRAL DE LA SÉANCE « CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ET STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT »

Marc PILON

## LE POINT DES DÉBATS ACTUELS

Vieux débat que celui consacré à la relation entre croissance démographique et développement. Le double constat, d'une part de la spectaculaire croissance de la population du Tiers-Monde survenue au cours des dernières décennies et, d'autre part de situations économiques, sociales et environnementales de plus en plus critiques, a fait resurgir "les spectres de Malthus" (1). Nous nous contenterons ici de rappeler les grandes lignes des débats actuels sur cette question (2).

L'opposition classique entre néo-malthusiens et populationnistes demeure : pour les uns (3), la croissance de la population est source de tous les problèmes ; pour les autres (4), elle est au contraire un facteur positif de développement. Et chacun campe sur ses positions.

Une troisième voie, plus nuancée et de plus en plus empruntée, reconnaît les caractères d'interdépendance, de complexité et de diversité à la relation entre croissance démographique et développement. L'augmentation du nombre des hommes reste un facteur limitant, aggravant. Sa réduction reste une priorité, mais doit être obtenue en agissant sur d'autres facteurs (politiques, économiques, technologiques, etc.), également responsables des problèmes de développement (5).

- (1) Titre de la publication des Actes d'un colloque sur le thème "Déséquilibres alimentaires, déséquilibres démographiques" ; voir Gendreau *et al.* (1991).
- (2) Pour des analyses récentes et plus complètes du débat, voir notamment Véron (1989), Chaire Quételet (1990), Keyfitz (1991 a, b).
- (3) Voir par exemple Ehrlich (1982) et Ramade (1989).
- (4) Voir, entre autres, Simon (1981), Boserup (1965, 1981).
- (5) Parmi les publications récentes : Brundtland (1988), la Commission Sud (1990).

Les récents travaux d'un groupe d'experts internationaux (Tapinos, 1991), réunis à New York en 1988 à l'initiative des Nations Unies, mettent encore davantage l'accent sur ces facteurs non démographiques :

*“En conclusion de ces débats, un certain consensus s'est fait jour sur le fait que les facteurs démographiques n'ont pas nécessairement joué un très grand rôle, que ce soit pour freiner ou pour promouvoir le développement économique. Des facteurs non démographiques tels que les adaptations technologiques et institutionnelles, le choix des technologies et certaines politiques publiques spécifiques semblent être beaucoup plus importants.” (...)*

*“même dans des conditions de croissance rapide, des transformations institutionnelles judicieusement conçues et efficacement appliquées ou des politiques adoptées dans les domaines de l'agriculture, de l'emploi, de l'éducation, de la santé, des ressources, du commerce et des finances internationales, de la répartition des revenus, du développement urbain, de la protection de l'environnement et de l'administration des ressources naturelles pourraient aider les pays en voie de développement à surmonter la plupart des difficultés auxquelles ils ont à faire face.” (...)*

*“Une réduction des taux de croissance démographique devrait contribuer très largement à ce processus en ouvrant l'éventail des options et en rallongeant les délais pour les ajustements institutionnels et politiques.” (Horlacher, Heligman, 1991 : 363).*

Les résultats de ces travaux, présentés au cours d'une autre conférence internationale – tenue à Paris en 1991 et centrée cette fois sur l'Afrique –, se sont vus confirmés par les autres contributions.

Dans le cadre de cette séance consacrée à la “relation entre la croissance démographique et le développement économique et social”, le présent colloque, également centré sur le continent africain, donne l'occasion d'un nouvel échange d'idées.

## **PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DES COMMUNICATIONS**

Les huit communications présentées ci-après se répartissent en deux catégories. Trois d'entre elles proposent une réflexion d'ordre général, à l'échelle du continent (Ngondo a Pitshandenge et Sala-Diakanda), ou théorique (Noumbissi). Les cinq autres présentent des analyses à l'échelle nationale, voire locale, et concernent quatre pays : Sénégal (Diouf, Guilmoto sur la moyenne vallée du fleuve Sénégal), Côte-d'Ivoire (Zanou), Congo (Ongoto-Epouma), Burundi (Barampanzé, Nkurunziza).

La présentation qui suit s'attache à en proposer une lecture le plus possible transversale, articulée successivement autour des sous-thèmes suivants : l'évolution démographique, l'évolution économique et sociale, explications et solutions proposées.

## **Le constat d'une croissance démographique rapide et généralisée**

Les analyses qui sont faites de la situation démographique conduisent toutes au même constat : une croissance rapide de la population (actuellement, aux environs de 3% en moyenne annuelle), due à l'effet conjugué du maintien de la fécondité à un niveau élevé et de la baisse importante de la mortalité, surtout dans l'enfance.

Encore peu urbanisée, par rapport aux autres continents, l'Afrique connaît cependant un rythme annuel d'urbanisation très élevé (de l'ordre de 5%), qui se traduit partout par une hypertrophie des capitales.

Les communications abordent peu le problème des densités et de la répartition spatiale de la population en milieu rural, à l'exception notoire de celle relative au Burundi.

A propos du rôle des migrations, internes et externes, dans les dynamiques démographiques, seuls deux auteurs abordent cette question. B. Zanou note pour la Côte-d'Ivoire une baisse de l'apport migratoire international, tout en rappelant que la proportion de la population non-ivoirienne était encore supérieure à 25 % en 1990. Dans sa communication centrée sur la question migratoire dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal, C. Guilmoto montre que les migrations (de départ) y sont devenues "*un élément permanent du système de régulation démographique*". Soulignant d'une part, les difficultés économiques croissantes dans les zones d'accueil (en ville) et des restrictions plus sévères à la circulation internationale de la main-d'oeuvre et d'autre part, la mise en valeur de nouvelles terres et les possibilités de gain de productivité lié à l'irrigation, l'auteur s'interroge sur l'éventualité d'un retournement des courants migratoires. L'évolution actuelle traduit plutôt une "*autonomisation graduelle des mécanismes conduisant à la migration face aux facteurs structurels incitatifs*".

En regard de cette situation démographique d'ensemble, les auteurs dressent un bilan plutôt négatif de l'évolution économique et sociale des pays africains : insuffisance de la production alimentaire, dégradation de l'environnement, manque d'infrastructures sanitaires et éducatives, augmentation du chômage (surtout dans les villes), etc.

## **Une détérioration de la situation économique et sociale**

### ***La production alimentaire***

Toutes les analyses à l'échelle nationale abordent le problème des importations croissantes de produits alimentaires (essentiellement les céréales – le blé principalement – et le riz) qui révèlent une insuffisance structurelle de la production nationale. Il s'ensuit une dépendance accrue vis à vis de l'extérieur qui coûte très chère aux Etats, dont une pérennisation compromettrait l'objectif minimal de sécurité alimentaire. Et n'est-il pas impensable qu'un pays comme le Congo en soit à importer du poisson et ce, de plus en plus ?

*Un autre effet des importations alimentaires est de...*

*L'environnement*

Seules deux communications abordent explicitement ce domaine. V. Ongoto-Epouma met l'accent sur la dégradation de l'environnement urbain, à Brazzaville et à Pointe-Noire : lotissement anarchique, problème d'éva-



responsable des difficultés dans les différents secteurs économiques et sociaux. De l'autre, partant de la relative faiblesse de la population congolaise, il prône une "*option raisonnable et réaliste*", selon laquelle "*il ne saurait être question de limitation des naissances au Congo*"...

Pour d'autres auteurs, on pourrait dire que dans la relation population-développement, la maîtrise de la croissance démographique est une condition nécessaire, mais non suffisante. I. Ngondo a Pitshandenge rappelle que "*l'histoire n'offre aucun exemple d'un déclin de la fécondité qui ait suffi à lui seul pour conduire à la croissance économique*". Son analyse critique des

## **CE QU'IL FAUT RETENIR DU DÉBAT**

Les discussions ont fait ressortir à nouveau le clivage entre ceux qui pensent que la croissance démographique rapide est responsable des difficultés de développement, et ceux qui incriminent d'abord les politiques de développement suivies jusqu'à lors.

S'il existe un consensus sur la nécessité d'un ralentissement de cette croissance de la population, plusieurs intervenants ont exprimé leur confiance dans "l'intelligence collective" et leur réprobation d'une planification familiale imposée ; d'autres s'interrogent sur la durée de la prise de conscience puis de la réaction des individus face à la double dimension, individuelle et collective, des problèmes posés par une forte fécondité. Les divergences sont manifestes quant à la manière d'obtenir une réduction de cette dernière.

Le débat fut aussi l'occasion de soulever d'autres questions peu ou pas abordées par les communications.

Il a ainsi été regretté qu'aucun des textes présentés n'ait été consacré à la notion même de développement. Comment le définir ? Quels critères prendre en compte : économiques, sociaux, culturels ? Les intervenants ont rappelé que l'Homme doit être au centre du développement ; qu'il vaut par son nombre, mais aussi par sa qualité. Il a été souligné que la nécessaire réflexion critique sur les politiques de développement mises en oeuvre doit veiller à intégrer les relations d'interdépendance entre les pays du Nord et ceux du Sud.

De nombreux intervenants ont rappelé l'importance du phénomène migratoire, qui a été et continue d'être une composante essentielle de la dynamique démographique des sociétés africaines. Dans certaines zones



différents (par exemple, au Congo et au Burundi). Si, partout, l'évolution récente des indicateurs du développement économique et social conduit au constat d'une dégradation globale de la situation, un consensus est apparu pour rejeter l'idée selon laquelle la croissance démographique en est seule responsable.

Cependant, la nécessité d'une maîtrise de cette croissance est reconnue par tous : la population africaine ne peut pas croître indéfiniment. Mais les questions sur l'ampleur d'un ralentissement, sur le moment et la manière de le réaliser restent posées. De nombreuses critiques ont été portées, à juste titre, sur les politiques et programmes de planification familiale mis en oeuvre sur le continent africain. Il s'est par ailleurs avéré que la forte fécondité, observée à peu près partout, n'est pas une spécificité structurelle des sociétés africaines : elle traduit des comportements (sociaux, religieux, économiques, etc.) relevant de logiques individuelles et collectives face à une situation donnée. Une préoccupation majeure devrait donc être de chercher à mieux comprendre les causes et les mécanismes du maintien d'une fécondité élevée. Là, résident les germes de sa baisse.

L'évolution future de l'autre composante naturelle de la croissance démographique – la mortalité – suscite de graves interrogations. La mise à mal des systèmes santé sous l'effet de la "crise" et des programmes d'ajustement structurel, ainsi que le développement de l'épidémie du SIDA font peser de lourdes menaces...

Si la migration a joué un rôle essentiel dans la dynamique démographique et économique de nombreux pays africains, on doit s'interroger aujourd'hui sur le devenir de la solution migratoire (surtout internationale), dans des contextes régionaux caractérisés à la fois par une croissance démographique rapide et une situation socio-économique qui se dégrade. Ainsi, en contrepoint des discours prônant la nécessité d'un renforcement des ensembles régionaux avec une libre circulation de la main-d'oeuvre, ne risque-t-on pas de voir s'affirmer des politiques nationales de plus en plus protectionnistes dans les pays d'accueil ? En témoignent les expulsions des étrangers déjà observées ici et là (au Nigéria, au Gabon, au Congo, au Zaïre), ainsi que l'intention affichée aujourd'hui par le gouvernement ivoirien de "maîtriser l'immigration".

Par ailleurs, la migration vers les pays des autres continents, et surtout vers les pays industrialisés, s'annonce de plus en plus restrictive et difficile. La situation actuelle de l'Afrique est radicalement différente de celle d'une Europe d'hier, où les mouvements considérables d'émigration qui avaient accompagné la croissance démographique s'étaient produits dans un contexte d'expansion économique et de conquête politico-militaire.

Cela dit, l'Afrique reste un continent globalement peu peuplé, avec d'importantes disponibilités en terre...

Dans le prolongement du colloque de New York, les travaux de cette séance montrent à nouveau que la relation entre croissance démographique et développement est avant tout une relation d'interdépendance, assurément complexe. C'est au-delà du seul facteur population, qu'il faut aller chercher les causes fondamentales des difficultés de développement sur le continent africain.

Comme le propose I. Ngondo à Pitshandenge, ne conviendrait-il pas d'accorder une attention particulière au processus de démocratisation en cours dans de nombreux pays ? Au-delà de l'aspect purement politique (pluralisme des partis), on peut attendre, du moins espérer, que ce processus mené à terme conduise notamment à des politiques de développement plus adaptées aux conditions et aux besoins des pays, à une gestion plus rationnelle et plus équitable des ressources nationales et internationales...

## BIBLIOGRAPHIE

- BOSERUP E., 1965, *The conditions of agricultural growth ; The economics of agrarian change under population pressure*, London, Allen & Unwin Ltd, 124 p.
- BOSERUP E., 1981, *Population and technology*, Blackwell, 255 p.
- BRUNTLAND G. H.(Chair), 1987, *Our common future*, World Commission on environment and development, Oxford University Press.
- CHAIRE QUETELET, 1990, *Intégrer population et développement*, Actes à paraître.
- COMMISSION SUD (Rapport de), 1990, *Défis au Sud*, Economica, Paris, 324 p.
- GENDREAU F. et al., 1991, *Les spectres de Malthus*, EDI-ORSTOM-CEPED, Paris, 442 p.
- HERLICH P. R., 1982, Human carrying capacity, extinction and nature reserves, *Bioscience*, vol. 32, n° 5.
- HORLACHER D.E., HELIGMAN L., 1991, Nouvelles perspectives sur les conséquences de la croissance démographique rapide dans les pays en développement, in Tapinos G. Blanchet D., Horlacher D.E. (eds), *Conséquences de la croissance démographique rapide dans les pays en développement*, INED-Division de la Population des Nations Unies, New York, pp. 332-367.
- KEYFITZ N., 1991 a, Population and development within the ecosphere : one view of the litterature, *Population Index*, vol. 57, n° 1, Spring 91, pp. 5-22.
- KEYFITZ N., 1991 b, Toward a theory of population-development interactions, in *Resources, environment, and population : present knowledge, future options*, Davis K., Bernstam M. S. (eds), Oxford University Press, New York, Oxford, England, pp. 295-332.
- RAMADE F., 1989, Les catastrophes écologiques. Une menace pour l'avenir de l'humanité, *Futuribles*, n° 134, pp. 63-78.
- SIMON J., 1981, *The ultimate resource*. Princeton University Press.
- TAPINOS G, BLANCHET D., HORLACHER D.E. (eds), 1991, *Conséquences de la croissance démographique rapide dans les pays en développement*, INED-Division de la Population des Nations Unies, 367 p.
- VERON J., 1989, *Eléments du débat population développement*, Les Dossiers du CEPED, Paris, n° 9, pp. 3-48.